

ARRÊTÉ

Service Proximité et espace public

Référence : G.B.

N° 461 -2026

Objet : REGLEMENTATION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT – GIRATOIRE PLACE DE LA DECLARATION DES DROITS DE L'HOMME – SECTIONS ADJACENTES BOULEVARD PAUL LANGEVIN, RUE ALEXANDRE OLIVIER ET BOULEVARD FRANCOIS BLANCHO – DE LA SIGNATURE AU VENDREDI 28 AOUT 2026.

Le Maire de la Ville de Couëron,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la route ;

Considérant que pour réaliser **des travaux de rénovation de branchements et de conduites d'assainissement**, giratoire de la Déclaration des Droits de l'Homme, sections adjacentes du boulevard Paul Langevin, de la rue Alexandre Olivier (section entre la rue Joséphine Even et le giratoire boulevard Blanco), et du boulevard François Blanco (section entre le giratoire et le n°7), il convient de réglementer la circulation et le stationnement pendant la durée des travaux ;

arrête

Article 1 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté 378-2026 en date du 22 juin 2026

Article 2 : De la date de signature au 28 août 2026, les mesures suivantes seront appliquées sur les voies précitées :

- Suivant les phases des travaux (cf plan annexé) la circulation des véhicules est interdite :
 - Boulevard Blanco - tronçon entre la rue Henri Gautier et la rue Alexandre Olivier : fermeture non concomitante des 2 sections de voies impactées ;
 - Rue Alexandre Olivier – tronçon entre le boulevard de l'Europe et la rue des Epinettes, sens nord-sud ;
 - Rue Alexandre Olivier – tronçon entre le boulevard Blanco et la rue Joséphine Even, entre le rond-point et le 17b de la rue ;
 - Boulevard Langevin – tronçon ouest situé au droit du centre commercial Carrefour (sens Est-Ouest).
- Un itinéraire de déviation est mis en place :
 - Dans le sens Ouest-est : par la rue Henri Gautier, le boulevard de l'Europe, la rue des Ardillets ;
 - Dans le sens Est-Ouest : par la rue Jean Jaurès, rue du Professeur Jean Bernard, la rue Joséphine Even et la rue Henri Gautier.
- La circulation des véhicules est ponctuellement réduite au droit du chantier ;
- La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h au droit du chantier ;
- Le stationnement des véhicules autres que ceux du chantier est interdit ;

- Une signalisation assurant le cheminement continu et sécurisé des piétons doit être mise en place.

Article 3 : L'accès aux propriétés riveraines est maintenu durant les travaux. Toutes les dispositions sont prises afin d'assurer le passage du véhicule de collecte des déchets ménagers.

Article 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'**entreprise COCA ATLANTIQUE** chargée des travaux. Elle doit être conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée le 6 novembre 1992 et le **présent arrêté doit être affiché aux extrémités du chantier 48 heures à l'avance afin d'informer les riverains**. L'entreprise intervenante prendra toutes les dispositions nécessaires afin de maintenir l'ensemble de son chantier en état constant de propreté.

Article 5 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté peut être constatée par procès-verbal et poursuivie conformément aux règlements en vigueur. Le stationnement de tout véhicule, hors cadre de cette intervention, au droit des aires affectées par les travaux est considéré gênant et constitue une infraction au sens de l'article R 417-10 paragraphe II 10° du Code de la route.

Article 6 : Cette autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Son retrait peut intervenir sur décision de l'autorité municipale, à tout moment, si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou en cas de manquement aux obligations prévues par cet arrêté.

Article 7 : Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de la brigade de gendarmerie de Couëron et les agents de la police municipale, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 8 : Le présent arrêté est affiché et publié conformément aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

A Couëron, le 30/7/26



Monsieur le Maire
Axel Casenave

A. Casenave

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette, 44000 Nantes) ou par télérecours <https://citoyens.telerecours.fr/> dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Mis en ligne sur le site Internet de la Ville du

30/7/26 au 30/9/26